



HAL
open science

Soudan : regards croisés entre chercheur et diplomate

Jean-Nicolas Bach, Nabil Hajlaoui

► **To cite this version:**

Jean-Nicolas Bach, Nabil Hajlaoui. Soudan : regards croisés entre chercheur et diplomate. Cahier des UMIFRE, 2019. halshs-02445896

HAL Id: halshs-02445896

<https://shs.hal.science/halshs-02445896>

Submitted on 24 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Soudan : regards croisés entre chercheur et diplomate

Jean-Nicolas BACH (Responsable de l'antenne du CEDEJ-Khartoum)

Nabil HAJLAOUI (Chef de la mission d'Afrique orientale au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)

Question à Jean-Nicolas BACH :
Au printemps 2019, le président Omar Al-Bachir a été destitué après trente ans au pouvoir, et un accord a été trouvé quelques mois après pour une transition politique vers un pouvoir civil en trois ans. Pouvez-vous revenir sur les événements qui, depuis décembre 2018, ont abouti à cette transition au Soudan ?

Les événements qui aboutissent en août 2019 à la conclusion d'un accord dit « Déclaration constitutionnelle » débutent en décembre 2018 avec ce qu'on pourrait appeler une explosion de la colère dans certaines villes du pays (Damazin, Atbara). Pour comprendre cette période « révolutionnaire » (pour reprendre le terme utilisé par les manifestants, même si on se situe plutôt dans une révolte) et ses dynamiques profondes, il faudrait bien entendu remonter au-delà de décembre 2018. Les contestations se multiplient en effet dès 2005, et particulièrement après 2010,

dans de nombreux secteurs de la société. Cela permet notamment de comprendre pourquoi cette explosion n'est pas due à une révolte de la faim ou du pain, comme on a pu le lire ici et là, mais bien à un rejet profond du régime en raison de la faillite de son projet politique, économique et social. Après des mois de manifestations qui sont initiées dans les quartiers puis coordonnées à l'appel de l'Association des Professionnels Soudanais (APS), un moment fort et un tournant de la révolte se produit lorsque les manifestants décident de rester dans les rues adjacentes à l'état-major des armées, à Khartoum (Qiyada). C'est ainsi que débute le sit-in, le 6 avril, moment déterminant dans la chute d'Omar el-Bechir (1989-2019), renversé par ses proches généraux dans le coup d'État du 11 avril. La période du sit-in (6 avril-3 juin) est, schématiquement, celle des négociations difficiles, voire douloureuses, entre ces généraux réunis au sein d'un Conseil Militaire de Transition (CMT) et les civils des Forces du Changement et de la Liberté (FCL), une coalition de plusieurs dizaines de partis et associations (dont l'APS). Dans ce contexte où les négociations semblent bloquées et où les menaces militaires se multiplient à l'égard des manifestants, le sit-in est finalement dispersé le 3 juin par des hommes en armes avec une violence inattendue (des dizaines de morts et encore des dizaines de disparus, sans doute jetés dans le Nil). Paradoxalement, c'est cette violence inattendue qui aurait placé les militaires au pied du mur et les aurait poussés à offrir des gages de bonne volonté à propos du passage à un gouvernement civilo-militaire qui se faisait attendre. Début juillet, un accord est ainsi signé pour aller en ce sens, et le 17 août, la Déclaration constitutionnelle est finalement signée entre le CMT et les FCL, organisant les structures politiques de la transition désormais civilo-militaire.

“

La France a toujours veillé à conserver des liens avec la société civile soudanaise et l'a soutenue dans ses revendications pacifiques lors des récents événements au Soudan.



Un Premier ministre civil, Abdallah Hamdoug, est nommé le 21 août. Le nouveau gouvernement a été annoncé début-septembre, comprenant dix-huit membres – dont quatre femmes, y compris aux affaires étrangères, avec la première femme à la tête de la diplomatie d'un pays du monde arabe (hors Mauritanie et Somalie). Depuis sa nomination, le Premier ministre Hamdoug a annoncé deux priorités d'actions : conclure un accord de paix avec les groupes rebelles du Darfour, du Sud-Kordofan et du Nil Bleu, et entamer le redressement économique du pays.

Question à Nabil HAJLAOUI : Comment ces évolutions impactent-elles la position de la France au Soudan ?

Les relations entre la France et le Soudan sont anciennes, mais ont été souvent difficiles avec le régime d'Omar el-Béchir. Ce dernier ayant adossé son pouvoir à l'appareil sécuritaire et à la mouvance islamiste, en allant jusqu'à accueillir sur son sol dans les années 1990 des groupes terroristes, les relations entre nos deux pays ne pouvaient connaître un développement à la hauteur de nos attentes. A la suite de la répression sanglante des mouvements rebelles dans le Darfour et dans d'autres régions du Soudan par le pouvoir soudanais, nous avons demandé à la CPI de poursuivre les auteurs de ces graves violations

des droits de l'Homme, dont Omar el-Béchir lui-même et plusieurs de ses proches. Dans le même temps, la France a accueilli sur son sol de nombreux réfugiés et opposants soudanais, et l'opposition soudanaise à l'étranger tenait régulièrement ses réunions à Paris. La France a toujours veillé à conserver des liens avec la société civile soudanaise et l'a soutenue dans ses revendications pacifiques lors des récents événements au Soudan. La France a ainsi publiquement exprimé son rejet des violences dont avaient été victimes les manifestants qui ont défilé l'appareil sécuritaire d'Omar el-Béchir à partir du 19 décembre 2018 et a exprimé sa solidarité avec les femmes et les jeunes qui ont amené la révolution soudanaise là où elle est aujourd'hui. La France soutient la transition en cours au Soudan. Les bouleversements qu'a connus le Soudan depuis décembre dernier ont révélé combien le peuple soudanais était attaché à sa liberté, à la démocratie et à la paix. Nous avons souhaité soutenir ce processus politique inédit actuellement à l'œuvre au Soudan, qui peut devenir l'exemple d'une transition réussie vers une gouvernance démocratique. La visite du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian à Khartoum le 16 septembre visait à apporter ce soutien de la France au processus de transition et aux priorités du nouveau gouvernement soudanais. A cet effet, la

France a salué le début des négociations entre Khartoum et plusieurs groupes rebelles et reste disposée à aider le Soudan dans cette nouvelle phase de son histoire.

Nous sommes également prêts à soutenir le redressement économique du pays. A Khartoum, le ministre a annoncé une aide de 60 millions d'euros – dont 15 millions seront déployés très vite – pour soutenir la société civile et les autorités dans leurs projets de réforme. Le développement d'échanges commerciaux bilatéraux demeure conditionné au retrait du Soudan de la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme, tout comme le traitement de la dette soudanaise. C'est en ce sens que la France soutient le retrait du Soudan de cette liste car elle constitue une entrave à toute reconstruction économique du pays. Nous aspirons à ce que la question de la dette soudanaise puisse être traitée dans le cadre de l'initiative PPTE – Pays pauvres très endettés – car elle constitue un poids extrêmement lourd pour le développement du pays et son redressement économique.

Les changements apportés par la « révolution soudanaise » ouvriront, nous l'espérons, de nouveaux canaux de coopération au-delà de ceux qui existent déjà. Malgré un contexte politique peu favorable, la France a réussi à nouer une coopération culturelle ou archéologique de très haut niveau avec le Soudan sous la présidence d'Omar el-Béchir. Nous souhaitons que les évolutions politiques en cours nous permettent de densifier nos relations et de diversifier notre collaboration en l'élargissant aux secteurs politique et économique. La France aspire à être un partenaire majeur du Soudan, pour participer à la réussite du processus de transition.

Question à Nabil HAJLAOUI : Il faut donc réussir à décrypter la situation de la manière la plus précise possible. Qu'apportent les recherches du CEDEJ-Khartoum et de son Observatoire d'Afrique de l'Est en plus de la lecture des journaux et les remontées d'information de l'ambassade de France ?

Le CEDEJ de Khartoum entretient un réseau d'experts qui produit des recherches profondes sur les évolutions contemporaines de la société soudanaise. Les travaux du CEDEJ sont donc des sources d'informations complémentaires dans notre travail car elles nous permettent

“

Malgré la taille réduite de nos structures, nous parvenons à activer un large réseau et produire une belle connaissance à partir de terrains qui seraient, sans notre présence, extrêmement difficiles, voire impossibles d'accès.

d'approfondir certains sujets. Les méthodes et les interlocuteurs du CEDEJ étant différents de ceux des diplomates : les travaux de recherches du CEDEJ ouvrent donc des perspectives différentes de celles des analyses produites par l'ambassade ou fournies par la presse. Les interlocuteurs du CEDEJ sont en effet souvent éloignés de ceux de l'ambassade et touchent un large spectre de la société civile, car celle-ci est l'objet-même de nombreux travaux de recherche de ce centre. Durant la révolution soudanaise, les travaux des chercheurs en lien avec le CEDEJ offraient des analyses complémentaires, davantage au niveau microsocial de cette contestation. L'Observatoire de l'Afrique de l'Est, coordonné par le CEDEJ Khartoum et le CERI de Sciences Po – avec le soutien de la DGRIS (ministère des armées) – fournit un travail très utile et nous permet d'avoir accès à des notes d'analyse et d'actualité, qui viennent compléter, confirmer ou nuancer nos propres analyses.



Photo prise sur le sit-in symbolisant deux kaizan sous une chaussure. Sur le koz de droite, on lit le nom d'Ibn Aouf, général à la tête du CMT pour 24 heures du 11 au 12 avril.



© Jean-Nicolas Bach, 29 avril 2019

Question à Jean-Nicolas BACH : Le CEDEJ-Khartoum est un institut de recherche de taille modeste. Comment parvient-il à couvrir des bouleversements d'une telle ampleur ? Quels sont vos principaux interlocuteurs ?

Tout d'abord, les événements démontrent l'importance à soutenir et développer l'envergure de nos UMIFRE qui offrent non seulement des lectures ancrées dans le local, mais représentent en outre un « vivier » extraordinaire de collègues soudanais, français ou d'autres nationalités travaillant sur le Soudan depuis des décennies et au prix d'efforts significatifs. En ce sens, nous restons dans l'attente, évidemment, d'une prise de conscience de nos plus hautes instances politiques pour un développement plus affirmé de nos structures et de nos postes de chercheurs au sein de ces UMIFRE. Nous fonctionnons comme une plateforme de la recherche à l'international, à partir de laquelle se rencontrent, dans le cas du CEDEJ à Khartoum, une cinquantaine de

chercheurs actifs dans la vie de l'institut, dont un tiers sont soudanais, un tiers français, et le dernier tiers d'horizons extrêmement divers. Nous soutenons et nous facilitons, dans la mesure de nos moyens, ces chercheurs qui font confiance à nos UMIFRE dont la réputation académique est excellente. C'est ainsi que, malgré la taille réduite de nos structures, nous parvenons à activer un large réseau et produire une belle connaissance à partir de terrains qui seraient, sans notre présence, extrêmement difficiles, voire impossibles d'accès. Une augmentation, même modeste, de nos moyens humains et financiers aurait sans nul doute un effet exponentiel sur nos capacités à produire de la connaissance.

Question à Jean-Nicolas BACH : Dans les contextes de violence, la collecte de données peut devenir une obsession pour les chercheurs en sciences humaines et sociales, tant pour nourrir les recherches futures que pour conserver des témoignages. Et c'est également le rôle du CEDEJ-Khartoum. C'est pour cela que vous avez créé une base de données pour collecter les archives de la révolution soudanaise. Pouvez-vous nous en dire plus ? Quel type de matériaux recueillez-vous et comment les exploitez-vous ?

Ce projet (*Sudan Revolution Archives*) est né sous l'impulsion d'un de nos chercheurs associés et historien, Anaël Poussier, au cours de la révolte. Nous connaissons par exemple l'importance du rôle joué par les réseaux sociaux dans les situations révolutionnaires, ici ou ailleurs, mais nous savons aussi d'expérience que ces supports sont éphémères. Il s'agit donc ici de recueillir, sur une plateforme numérique à la capacité illimitée (offerte à titre gracieux par l'entreprise AGE avec laquelle nous avons signé un protocole d'accord), le maximum de données, les plus variées, dans un souci de préservation (photos, vidéos, pamphlets, chants révolutionnaires, documents produits sur le sit-in...). C'est la première étape, celle de l'urgence, qui conduira ensuite à l'analyse.

On peut mentionner également à titre d'exemple un autre travail lié à la révolte, permis précisément par le maintien de notre présence sur place, à savoir le vaste recueil de discours (enregistrements audio et vidéo) que j'ai eu la chance de réaliser sur le sit-in en mai-juin avec d'autres collègues et qui représentera une base de données inédite pour mieux saisir le contenu des messages politiques variés - nous disposons d'environ 130 enregistrements, dont de nombreuses interventions des « groupes marginalisés » et des membres de l'APS. Que ce soit pour le projet *Sudan Revolution Archives* ou ce recueil, beaucoup de travail reste à mener au cours des prochains mois.



Question à Nabil HAJLAOUI : Les correspondances diplomatiques entretenues par l'ambassade de France au Soudan et le ministère à Paris ont-elles vocation à nourrir également cette base de données ?

Les correspondances diplomatiques entre notre ambassade à Khartoum et l'administration centrale sont une ressource essentielle pour déterminer nos positions politiques à l'égard du Soudan. Ces correspondances diplomatiques

constituent des ressources « de première main » et nous font remonter la perception de l'ambassade des événements au jour le jour, des comptes rendus d'entretiens et des analyses prospectives. Notre ambassade veille à entretenir des contacts avec l'ensemble des acteurs : durant la contestation soudanaise, le contact a été maintenu avec l'ensemble des acteurs politiques (conseil militaire de transition, opposition) ainsi qu'avec la société civile.

Ces correspondances permettent donc aux diplomates à Paris et à l'échelon politique d'avoir accès à des informations non accessibles à la presse ou au grand public et d'utiliser cela comme base pour la prise de décision et l'expression publique sur le Soudan. Elles n'ont donc pas vocation à alimenter une base de données de recherche.



Photo représentant l'un des nombreux stands où se tenaient des discours politiques, celui-ci est situé au coin de la rue Beladya et on y parle de la situation au Darfour.

Question à Jean-Nicolas BACH : Avez-vous un exemple où, lors de vos dialogues avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, vous avez observé des divergences de points de vue avec les diplomates ?

Je dirais que l'avantage principal de l'articulation entre la diplomatie et la recherche se situe moins dans la divergence d'opinion que dans les approches différentes qui peuvent nous conduire à affiner nos analyses respectives. Dans le sens où nos sources diffèrent, puisqu'il est souvent difficile pour nous d'accéder aux niveaux politiques qui sont ceux de la diplomatie ; a contrario, nous avons accès sur le terrain à des données humaines et empiriques qui sont, au niveau microsocial, très difficiles d'accès aux diplomates. Si je devais donner un exemple concret, ce serait peut-être celui de la prospective (qui n'est d'ailleurs pas au cœur de notre travail de chercheur) lors des premiers mois de la révolte : alors que certains interlocuteurs diplomates y voyaient une crise relativement faible et passagère, nos retours de terrain laissaient penser que nous entrions dans une crise durable et profonde. Au-delà de ce point marginal, nos échanges avec Nabil Hajlaoui ont surtout montré à quel point nous pouvions nous rejoindre sur les interprétations de cette crise.

Question à Nabil HAJLAOUI : Et inversement, avez-vous un exemple où, lors de vos dialogues avec la communauté de chercheurs du CEDEJ-Khartoum, vous avez observé des divergences de points de vue avec les chercheurs ?

Au risque de répéter ce qui a été dit par Jean-Nicolas Bach, j'ai pu observer une grande convergence dans l'analyse politique de la situation faites par le MEAE et le CEDEJ Khartoum. Plutôt que de divergences, je parlerai donc de réseaux et de contextes de travail différents, qui étaient dus essentiellement à la nature-même de nos approches et de nos contacts. Ainsi, nous avons pu constater que, grâce à leurs nombreux contacts sur le terrain, les chercheurs ont davantage relayé les revendications de la société civile, des jeunes et des femmes tandis que nos rencontres avec les autorités soudanaises nous permettaient davantage d'observer les dynamiques à l'œuvre au cœur du pouvoir et de passer les bons messages. Néanmoins, je souhaiterais insister sur le caractère utile et nécessaire de ces différences, afin d'avoir la vision politique la plus complète possible en croisant nos analyses.

Question à Jean-Nicolas BACH : On évoque parfois la transition politique au Soudan

comme la poursuite des printemps arabes. A quel point la lecture comparatiste est pertinente pour vous dans le cas présent ? Vous appuyez-vous pour cela sur les travaux des autres UMIFRE, notamment celle de Tunisie et celle d'Égypte, dont le CEDEJ-Khartoum est une antenne ?

Nous échangeons bien sûr avec nos collègues des autres UMIFRE sur la situation et nous inspirons de leurs travaux sur les révolutions qu'ils ont pu vivre et étudier ailleurs (nous prévoyons d'ailleurs un travail commun avec nos collègues du Caire cette année). L'approche comparative est en effet essentielle car elle permet notamment de voir ce qui distingue ici le Soudan de l'Égypte (pour ne prendre qu'un exemple), que ce soit sur la tentative d'accapement de la révolte par les militaires (un échec relatif au Soudan) ou sur le devenir de l'islam politique, ou plus précisément des Frères musulmans dont la trajectoire diffère assez radicalement entre les deux pays.

Question à Nabil HAJLAOUI : On évoque parfois la transition politique au Soudan comme la poursuite des printemps arabes. À quel point la lecture comparatiste est pertinente pour vous dans le cas présent ? Pour cela, vos expériences passées en Algérie et en Égypte vous sont-elles utiles ?

Les relations qu'entretient la France avec ces trois pays sont très différentes : un lien historique et humain omniprésent avec l'Algérie, des relations étroites avec l'Égypte et des rapports avec le Soudan à réécrire à la faveur de cette transition. Vous comprendrez donc que la lecture comparatiste présente certaines limites dans ce cas précis, du moins du point de vue de l'action extérieure de la France, mais elle peut permettre de porter un éclairage sur les points communs et les divergences de chacune de ces trois situations. La similitude de forme comme de fond ont conduit à ce rapprochement entre les printemps arabes et la contestation soudanaise, mais aussi le « Hirak » algérien. Il y a de nombreux points communs : les questions de l'emploi et du coût de la vie ont été au cœur des revendications, conduisant à la contestation des régimes autocratiques ; l'aspiration de la jeunesse et des femmes à plus de libertés ont également été les moteurs de ces dynamiques. Sur la forme, le sit-in devant l'état-major des armées ou les marches du million à Khartoum pouvaient évidemment rappeler les rassemblements de la Place Tahrir au Caire ou de l'avenue Bourguiba à Tunis en 2011. Mais cette apparente ressemblance cache de vraies différences liées à la nature de chacune de ces sociétés et de son histoire propre. L'appareil militaire a joué un rôle déterminant dans la chute

LE DOSSIER

des pouvoirs en place en Egypte, au Soudan et en Algérie, tout en continuant à jouer un rôle de premier plan dans ces trois pays. En Tunisie, la situation était différente, dans la mesure où l'armée n'était pas en première ligne. A cela s'ajoute le rôle de l'islam politique, qui était au cœur du pouvoir au Soudan, mais qui occupe une place différente en Egypte et en Algérie. Ce que j'ai pu constater, c'est donc que, si les expériences diffèrent en fonction des pays et des spécificités historiques, une constante demeure : l'aspiration des peuples de cette région à plus de liberté et de démocratie. Ces révolutions montrent donc que les peuples dans ces pays ne font pas exception dans le monde et que la jeunesse et les femmes, tout comme la société civile, ont les mêmes préoccupations que leurs homologues dans nos pays.

Question à Jean-Nicolas BACH et Nabil HAJLAOUI : Qu'est-ce qui distingue alors la crise soudanaise ?

C'est une question complexe qui mériterait davantage de développements. La place et le rôle joués par l'armée et la sécurité pourrait être une première piste. L'armée semble, au Soudan, affaiblie et incapable d'agir face à la montée en puissance d'une force paramilitaire menée par Mohamed Dagalo, qui s'est imposé progressivement comme le véritable leader du CMT, appuyé par une force de plusieurs dizaines de milliers d'hommes en armes qui ne cesse de recruter à l'échelle du pays. La trajectoire de l'islam politique est également une piste majeure, le Soudan ayant cette particularité de sortir d'une expérience d'État islamique de trois décennies, contrairement à ses voisins.

La transition politique qu'amorce le Soudan a ceci de particulier que le soufflet n'est pas retombé avec la chute d'Omar el-Béchar. La contestation n'a pas cessé dès sa destitution, au contraire elle s'est maintenue. L'organisation des forces d'opposition au sein des FDLC et les discussions avec le Conseil militaire de transition a permis de parvenir à un accord sur les modalités de la gouvernance, qui n'exclut pas les civils.

Nabil HAJLAOUI : La principale particularité de la révolution soudanaise est qu'elle est la



première révolution post-islamiste du monde arabe. Avec son soulèvement contre Omar el-Béchar, le peuple fra a montré qu'il rejetait l'islam politique qui était au pouvoir pendant 30 ans. C'est la première fois qu'un tel scénario se produit dans cette région du monde. Cet exemple apporte un démenti à l'idée très répandue que les peuples dans le monde arabe sont condamnés à choisir entre l'islam politique et les régimes autocratiques, idée que certains régimes de la région veillent à entretenir et à alimenter comme nous l'avons vu en Syrie.



Image du sit-in à Khartoum en mai 2019.

Question à Jean-Nicolas BACH et Nabil HAJLAOUI : Comment imaginez-vous la situation à l'horizon un an ?

Nabil HAJLAOUI : Toute transition politique est par définition risquée. Dans le cas soudanais, il existe plusieurs risques : la difficulté de parvenir à un accord de paix rapidement, la division de l'opposition qui ne tardera pas à se manifester, les protestations sociales qui pourront s'exacerber si le nouveau pouvoir ne parvient pas à redresser l'économie et bien sûr le possible retour sur le devant de la scène

des islamistes et des hommes de l'ancien régime. À cela s'ajoute la nécessité de maintenir un équilibre entre la viabilité de la transition mixte (civile et militaire) et le besoin de rendre justice aux victimes de l'ancien régime. Ces risques sont réels et nous incitent à apporter notre aide pour que l'expérience soudanaise réussisse. Les Soudanais nous ont montré qu'ils étaient capables d'être des acteurs de leur histoire, et nous pouvons leur faire confiance pour conduire leur transition le plus loin possible.